



Arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n° 2025-337 du 1er septembre 2025, visant à imposer à la société PMC ISOCEM une nouvelle solution de traitement des composés organiques volatils (COV), afin de réduire les émissions et respecter les valeurs limites d'émission (VLE) prescrite à l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qu'elle exploite dans son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon, à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté SGAD n°2025-26 du 22 juillet 2025, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2023-335 du 19 décembre 2023, mettant en demeure la société PMC ISOCEM de respecter l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 et de l'article 6.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour les installations classées qu'elle exploite dans son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon, à Gennevilliers,

Vu le courrier de réponse de l'exploitant en date du 13 juin 2024,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 28 octobre 2024 dans l'établissement de la société PMC ISOCEM sise au 4, avenue Philippe Le Bon à Gennevilliers,

Vu le rapport du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 25 juillet 2025 constatant à la suite de la visite du 28 octobre 2024 précitée le non-respect de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité relatif aux composés organiques volatils (COV),

Vu le même rapport du 25 juillet 2025, proposant au préfet de d'imposer à l'exploitant par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires visant à réduire les émissions et respecter les valeurs limites d'émission (VLE) des installations qu'elle exploite au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 1978 au 4, avenue Philippe Lebon, à Gennevilliers,

Vu le courrier en date du 25 juillet 2025 de la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que la société PMC ISOICHEM a été mise en demeure par arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2023-335 du 19 décembre 2023 précité de :

- respecter les dispositions des articles :
 - 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 ; relatif aux composés organiques volatils (COV) ,
 - 6.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif à la vitesse d'éjection des Gaz,
- respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) en COV, en :
 - matérialisant, sous forme d'une procédure en établissant un planning, le remplacement du réservoir (tank) corrélé à la production et aux solvants utilisés afin de permettre d'anticiper la saturation du réservoir (tank) en fonction du type de production,
 - Procédant au suivi de la substitution des solvants chlorés utilisés pour le nettoyage et a analyser les impacts obtenus sur émissions,
 - Tenant à disposition de l'inspection des installations classées le suivi des actions réalisées et analyser l'efficacité en termes de réduction des émissions,
- faire réaliser l'ensemble des études portant sur la faisabilité :
 - d'équiper tous les réacteurs, utilisant du chlore, de condenseurs en méthanol/azote,
 - d'ajouter une étape de traitement en amont du tank en installant un condenseur,
 - d'ajouter un système de traitement des COV au niveau des colonnes de lavage

Considérant que l'exploitant, dans son courrier de réponse du 13 juin 2024 précité, fait le point sur l'étude technico-économique et a répondu aux demandes prescrites dans l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2023-335 du 19 décembre 2023 précité,

Considérant que l'inspection des installations classées, lors de la visite qu'elle a réalisée le 28 octobre 2024 a constaté, en méconnaissance de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité, que :

- le dernier rapport de mesures de rejet atmosphérique relève plusieurs dépassements de VLE pour les COVt au niveau des colonnes L1, L10 et L13,
- pour la colonne L13, le dépassement est conséquent, avec un rejet en COVt de 10 449 mg/Nm³ par rapport à la VLE de 20 mg C/ Nm³,
- l'exploitant évoque que ces dépassement exceptionnels sont dus à un nettoyage effectué avec de la solution de soude contenant de traces de méthanol,

Considérant qu'au regard du dépassement récurrent des valeurs limites d'émission (VLE) pour les COVt il est nécessaire que les émissions de composés organiques volatils ne dépassent pas les VLE dans les gaz résiduels et les VLE diffuses, ou les VLE totale, énoncées dans les annexes I et II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité,

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à la société PMC ISOICHEM des prescriptions visant à réduire les émissions et respecter les valeurs limites d'émission (VLE) prescrite à l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2023,

Considérant que le non respect de ses dispositions constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

Article 1 :

La société PMC ISOICHEM, représentée par sa directrice de site, pour son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers doit, **dans un délai fixé au plus tard au 31 décembre 2025**, mettre en place la solution n°11 détaillée dans l'étude de traitement des composés organiques volatils (COV) transmise le 13 juin 2024 par le bureau d'étude COELYS afin de réduire les émissions et ainsi respecter les valeurs limites d'émission (VLE) prescrites à l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité.

Elle doit prendre les mesures afin d'installer :

- un condensateur en sortie de chaque atelier, ensuite tous les deux canalisés vers le tank après un passage dans un déshumidificateur au préalable,
- un tank supplémentaire en sortie de colonne L13 après un passage par un déshumidificateur.

Elle devra justifier au préfet, **au plus tard le 31 mars 2026**, des mesures prises indiquant que la nouvelle solution de traitement des COV installée permet bien de réduire les VLE.

Article 2 : Voies et délais de recours :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

1° Adresse postale du bénéficiaire de la décision :

Madame la directrice du site de la société PMC ISOCHÉM sis 4, rue Philippe Lebon, 92230 Gennevilliers.

2° Adresse postale de l'auteur de la décision :

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, Direction de la Citoyenneté et de la Légimité, Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques, 167-177, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex.

Article 3 : Publication :

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée de 4 mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Article 4: Exécution :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de la direction départementale des Hauts-de-Seine de l'environnement, de l'aménagement et des transports des Hauts-de-Seine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
le



Pascal GAUCI

